



Mission régionale d'autorité environnementale

Provence Alpes Côte d'Azur

Décision n° CU-2020-2723
de la Mission Régionale d'Autorité environnementale
Provence-Alpes-Côte d'Azur
après examen au cas par cas de la
modification simplifiée n°1 du plan local d'urbanisme
d'Ollioules (83)

n°saisine CU-2020-2723

n°MRAe 2020DKPACA83

La Mission Régionale d'Autorité environnementale (MRAe),

Vu la directive 2001/42/CE du Parlement européen et du Conseil du 27 juin 2001 relative à l'évaluation des incidences de certains plans et programmes sur l'environnement ;

Vu le code de l'urbanisme, notamment ses articles L.104-2, L.300-6, R.104-8 à R.104-33 ;

Vu le décret n°2016-519 du 28 avril 2016 portant réforme de l'autorité environnementale ;

Vu l'arrêté en date du 11 août 2020 portant nomination des membres des missions régionales d'autorité environnementale du Conseil général de l'environnement et du développement durable ;

Vu la décision de la MRAe du 8 septembre 2020 portant délégation à Monsieur Philippe Guillard, président de la Mission régionale d'autorité environnementale (MRAe) PACA, Monsieur Christian Dubost, Monsieur Jean-François Desbouis membres permanents du CGEDD et Mme Sandrine Arbizzi chargée de mission du CGEDD, pour l'adoption de certains actes relatifs à des plans, programmes et documents d'urbanisme ;

Vu la demande d'examen au cas par cas enregistrée sous le numéro CU-2020-2723, relative à la modification simplifiée n°1 du plan local d'urbanisme d'Ollioules (83) déposée par la Métropole Toulon Provence Méditerranée, reçue le 13/10/20 ;

Vu la saisine de l'Agence régionale de santé en date du 19/10/20 et sa réponse en date du 03/11/2020 ;

Considérant que la commune d'Ollioules, d'une superficie de 2 024 ha, compte 13 972 habitants (recensement 2020) et qu'elle prévoit la construction de 1 024 logements supplémentaires à échéance 2025 ;

Considérant que le plan local d'urbanisme (PLU) a été approuvé le 19/12/2016, et que sa révision allégée, approuvée le 23/05/2019, a fait l'objet d'un avis de la MRAe en date du 19/02/2020 ;

Considérant que la modification simplifiée du PLU a pour objectif d'adapter et de préciser les règles de l'orientation d'aménagement et de programmation Saint-Roch (OAP 4) ;

Considérant que la modification « *organise de façon plus judicieuse les polygones d'implantation* » des bâtiments d'habitation comprenant des logements collectifs et individuels, sans remettre en cause la superficie du secteur et des espaces verts ni les objectifs en matière de création de logements (170 logements maximum) afin de permettre un aménagement paysager plus en adéquation avec l'opération envisagée et de minimiser l'impact visuel ;

Considérant que la modification ne permet pas l'ouverture de nouveaux secteurs à l'urbanisation ;

Considérant que le secteur n'est inscrit dans aucun périmètre Natura 2000 et qu'il ne concerne pas de zone naturelle d'intérêt écologique, faunistique et floristique ;

Considérant par conséquent qu'au regard de l'ensemble des éléments fournis par le pétitionnaire, la modification simplifiée du PLU n'apparaît pas susceptible d'avoir des incidences dommageables significatives sur la santé humaine et l'environnement ;

DÉCIDE :

Article 1

Le projet de modification simplifiée n°1 du plan local d'urbanisme situé sur la commune d'Ollioules (83) n'est pas soumis à évaluation environnementale.

Article 2

La présente décision ne dispense pas des obligations auxquelles le projet présenté peut être soumis par ailleurs.

Elle ne dispense pas les éventuels projets permis par ce plan des autorisations administratives ou procédures auxquelles ils sont soumis.

Une nouvelle demande d'examen au cas par cas du projet de modification du PLU est exigible si celui-ci, postérieurement à la présente décision, fait l'objet de modifications susceptibles de générer un effet notable sur l'environnement.

Article 3

La présente décision sera mise en ligne sur le site de la MRAe et sur le site de la DREAL (SIDE).

Par ailleurs, la présente décision est notifiée au pétitionnaire par la MRAe.

Elle devra, le cas échéant, figurer dans le dossier soumis à enquête publique ou mis à la disposition du public.

Fait à Marseille, le 04/12/2020

Pour la Mission Régionale d'Autorité
environnementale
et par délégation,

Christian DUBOST



Voies et délais de recours

Les recours sont formés dans les conditions du droit commun.

Le recours administratif doit être formé dans un délai de deux mois suivant la notification ou la mise en ligne de la présente décision.

Le recours gracieux doit être adressé à :

Monsieur le président de la MRAe PACA

MIGT Marseille

16 rue Zattara

CS 70 248

13 331 Marseille Cedex 3